

## Amiante : trois millions de logements HLM contaminés, scandale en vue

C'est ce qu'indique l'Union sociale pour l'habitat selon des informations d'Europe 1.

L'amiante a été largement utilisée dans la construction des immeubles dans les années 60. Et ce à tous les niveaux. Désormais, elle se retrouve partout. Sauf que depuis ses effets néfastes ont été prouvés. Un scandale de santé publique aux multiples ramifications. La dernière affaire en date concerne les logements HLM. En effet, selon des informations d'Europe 1, à l'heure actuelle les locataires de trois millions d'appartements HLM seraient exposés à l'amiante, selon un chiffrage de l'Union sociale pour l'habitat. Et le site de la radio de préciser que "trois millions d'appartements contaminés, ça veut dire environ dix millions de personnes concernées". Une situation qui n'est pas prête d'évoluer.

En effet, désamianter coûte trop cher. Pour un seul appartement, il faut compter 50 000 euros. Dès lors, "beaucoup d'immeubles restent en l'état et se dégradent". Selon Europe 1, "entre les travaux de désamiantage, le soin des malades et les dommages et intérêts, ce scandale de l'amiante pourrait coûter 50 milliards d'euros d'ici 2020". Faramineux. Une facture de désamiantage si salée que, comme l'indique la radio, "à Saint-Prix, dans le Val d'Oise, le maire envisage de raser purement et simplement les immeubles concernés.

"Toutes les habitations, écoles, universités qui ont été construites à l'amiante devraient être contrôlées pour savoir...", estime Marie-Odile Bertella-Geffroy, la juge qui était en charge du dossier de l'amiante, au micro d'Europe 1. "C'est beaucoup une question de moyens, voyez à Jussieu. Ce n'est pas terminé, 1,8 milliard et ça devrait, soi-disant, être terminé en 2015. Mais voyez le temps qu'on a mis depuis 1996", poursuit la magistrate. Outre les problèmes de moyens, elle pointe le manque de "volonté politique". "Je ne peux pas l'assurer mais jusqu'à présent la volonté politique n'a pas été là", assure la juge. La sonnette d'alarme est tirée. Reste à savoir ce que fera l'Etat.